

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP) Marché MAR25-35

**SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE POUR DES PRESTATIONS
D'EXPERTS POUR LES ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT DE COOPÉRATION
EN ÉDUCATION (DCE) ET DU DÉPARTEMENT LANGUE FRANÇAISE (DLF)**

PRÉAMBULE

Par application de l'article L 2125-1- 4° du Code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateur(s) économique(s), pour des achats d'usage courant, selon un processus ouvert et entièrement électronique.

Les règles applicables au système d'acquisition dynamique (SAD) et aux marchés spécifiques en découlant sont prévues aux articles R. 2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Les marchés passés dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique sont des marchés spécifiques.

I.	PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	5
I.1.	Présentation de France Éducation international.....	5
I.2.	Missions du Département de coopération en éducation (DCE) et du Département Langue française (DLF)	5
I.2.1.	Le Département Coopération en éducation (DCE)	5
I.2.2.	Le Département Langue Française (DLF).....	5
II.	PARTIE 1 - SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD).....	6
II.1.	Présentation et objet du système d'acquisition dynamique	6
II.2.	Durée du Système d'acquisition dynamique	6
II.3.	Objet	6
II.3.1.	Pour le département de coopération en éducation (DCE).....	6
II.3.2.	Pour le département langue française (DLF)	7
II.4.	Catégories du SAD.....	7
II.5.	Description des prestations attendues	9
II.5.1.	Pour le département de coopération en éducation (DCE).....	9
II.5.2.	Pour le département langue française (DLF)	10
II.6.	Lieu d'exécution	13
II.7.	Modalités d'intervention	13
II.8.	Profils et compétences recherchés	13
II.8.1.	Pour le département de coopération en éducation (DCE).....	13
II.8.2.	Pour le département langue française (DLF)	16
II.9.	Modifications éventuelles du système d'acquisition dynamique.....	18
II.10.	Documents contractuels régissant le système d'acquisition dynamique.....	18
II.11.	Obligations des candidats au SAD.....	19
II.12.	Litiges et différends	19
II.13.	Résiliation du système d'acquisition dynamique.....	19
II.14.	Confidentialité	19
II.15.	Protection des données à caractère personnel	19
III.	PARTIE II MARCHÉS SPÉCIFIQUES.....	20
III.1.	Forme des marchés spécifiques	20
III.2.	Prix	20
III.3.	Modalités d'exécution des marchés spécifiques	20
III.4.	Éléments remis aux candidats lors de l'envoi de l'invitation à soumissionner	21
III.5.	Organisation de la mise en concurrence.....	21
III.6.	Évaluation des prestations.....	21
III.6.1.	Suivi des missions.....	21

III.6.2. Critères d'évaluation des prestations	22
III.6.3. Modalités de retour d'expérience	22
III.7. Exclusion d'un candidat admis.....	22
III.8. Sous-traitance	22
III.9. Résiliation	23

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

I.1. Présentation de France Éducation international

Un partenaire des acteurs de l'éducation dans le monde

France Éducation international (anciennement CIEP) contribue, depuis sa création en 1945, au développement de la coopération internationale en éducation. Il a permis à des centaines de milliers d'enseignants et de responsables des systèmes éducatifs de se rencontrer, d'échanger, de se former, de confronter et de partager leurs expériences, d'améliorer leurs compétences.

Un réseau interne et externe de compétences

France Éducation international (FEI) entretient des relations permanentes avec les grandes institutions françaises et mondiales chargées du développement éducatif. L'établissement dispose d'une équipe de plus de 250 cadres et formateurs et d'un réseau d'experts associés de plusieurs centaines de professionnels.

Trois principaux domaines d'activité

Pour répondre aux besoins des responsables politiques, administratifs et pédagogiques des systèmes éducatifs, et afin de contribuer à la qualité de l'enseignement, France Éducation international intervient notamment dans les domaines suivants :

- la coopération en éducation ;
- la langue française (l'enseignement du et en français dans le monde), autour de deux départements aux compétences complémentaires : le département langue française et le département évaluation et certifications ;
- la mobilité internationale.

I.2. Missions du Département de coopération en éducation (DCE) et du Département Langue française (DLF)

I.2.1. Le Département Coopération en éducation (DCE)

Le DCE mobilise une expertise pluridisciplinaire au service des politiques éducatives des pays partenaires, dans une logique de co-construction, d'innovation pédagogique et de dialogue d'expertise.

Il conçoit et met en œuvre des projets d'appui à la transformation des systèmes éducatifs dans une trentaine de pays partenaires. Il intervient principalement dans les domaines suivants : réforme curriculaire, évaluation des politiques publiques, ingénierie de formation, gouvernance des établissements, gouvernance et pilotage des systèmes éducatifs, employabilité et éducation aux compétences du 21^e siècle.

I.2.2. Le Département Langue Française (DLF)

Le département langue française (DLF) de France Éducation international, fort d'un demi-siècle d'expérience dans le domaine du français langue étrangère, participe à la diffusion et à la promotion du français à l'étranger dans le cadre des politiques publiques.

Ses actions s'organisent prioritairement autour des axes suivants :

- La formation aux métiers du français pour les professionnels concernés. Le DLF organise dans cette optique le BELC, les métiers du français dans le monde, en hiver à Sèvres ou à distance et un mois en été dans une ville française (hors Île-de-France) ainsi que quatre à

six BELC régionaux par an. Il répond également aux demandes émanant des autorités locales, d'organismes privés ou des postes diplomatiques français.

- L'accompagnement des systèmes éducatifs dans la perspective d'une amélioration de la qualité de l'enseignement du et en français à travers des démarches de professionnalisation, des référentiels métiers pour les enseignants, les formateurs et le personnel d'encadrement, ou encore l'expertise des programmes et curricula d'enseignement.
- L'innovation pédagogique, notamment à travers le transfert des résultats de la recherche dans les pratiques professionnelles, mais aussi l'accompagnement des politiques linguistiques pour l'enseignement du français. Enfin, fort de son expérience en FOAD avec le dispositif PROFLE+, en partenariat avec le CNED, il propose aujourd'hui des formations à distance sur la plateforme FEI+.

II. PARTIE 1 - SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)

II.1. Présentation et objet du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique concerne des prestations d'expertes et d'experts pour différentes missions conduites par le DCE et le DLF. Il s'adresse à des professionnels qualifiés dans les champs de l'éducation, de la formation, de la gouvernance des systèmes éducatifs, gouvernance éducative, de l'évaluation, de la planification, de l'économie de l'éducation ou encore de l'articulation entre éducation et insertion professionnelle.

Le système d'acquisition dynamique donne lieu à la conclusion de marchés spécifiques de services.

Le SAD est ouvert pendant toute sa période de validité à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection. Pour assurer l'égalité de traitement et permettre à tout opérateur économique intéressé de participer au SAD, l'acheteur offre, par voie électronique, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation tout au long de sa durée de validité.

Pendant la durée de validité du SAD et à tout moment, un opérateur économique peut présenter son dossier de candidature afin d'intégrer le SAD, pour une / plusieurs / toutes catégorie(s).

II.2. Durée du Système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée d'un an à compter de l'admission du premier expert, à l'issue de la phase de candidature.

Il est renouvelable de manière tacite 3 fois 1 an.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe les experts sélectionnés deux (2) mois avant la date de fin de la période concernée.

II.3. Objet

II.3.1. Pour le département de coopération en éducation (DCE)

Le SAD a pour objet des prestations d'expertise pour les interventions du DCE de France Education international dans le cadre de partenariats avec des ministères de l'éducation, des agences bilatérales (AFD) et des agences multilatérales (Banque mondiale et autres banques de développement, Union européenne, etc.) ou encore des opérateurs régionaux. Elles concernent l'ensemble des degrés et des niveaux d'enseignement, de l'éducation de base à l'enseignement

supérieur, ainsi que l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) tout au long de la vie.

Les missions des experts sont conduites dans des géographies et contextes variés : pays francophones ou non, environnements multilingues, systèmes éducatifs en réforme, ou encore zones post-crise nécessitant un appui renforcé. Ils pourront être sollicités pour les cinq catégories de prestations suivantes :

- Réforme curriculaire et ingénierie pédagogique
- Formation de formateurs, cadres pédagogiques et développement professionnel
- Gouvernance, pilotage et autonomie des établissements
- Évaluation, assurance qualité et politiques publiques
- Éducation, employabilité et formation professionnelle

L'objectif principal visé par l'expertise mobilisée est de fournir aux pays partenaires un appui technique de qualité, fondé sur une expertise internationalement reconnue, afin de renforcer leurs systèmes éducatifs dans leurs différentes composantes pédagogiques, structurelles ou professionnelles.

II.3.2. Pour le département langue française (DLF)

Le SAD a pour objet des prestations d'expertise pour les interventions du DLF de France Education international pour les prestations suivantes :

- Conception et/ou animation de modules de formation professionnelle à destination des acteurs de la diffusion du français dans le monde.
- Accompagnement à la conception de ressources pédagogiques.

II.4. Catégories du SAD

Les thématiques d'intervention du Département de coopération en éducation (DCE) de France Education international sont regroupées en cinq catégories (1 à 5). Chaque catégorie couvre un champ d'expertise, permettant de répondre à des besoins multiples dans différents contextes éducatifs.

Les thématiques du Département langue française sont regroupées en deux catégories (6 et 7).

Les candidats peuvent postuler à une ou plusieurs catégories, en fonction de leurs compétences, expériences et domaines d'intervention.

N° catégorie	Intitulé
1	Réforme curriculaire et ingénierie pédagogique
2	Formation de formateurs, cadres pédagogiques et développement professionnel
3	Gouvernance, pilotage et autonomie des établissements
4	Évaluation, assurance qualité et politiques publiques
5	Éducation, employabilité et formation professionnelle
6	Conception et/ou animation de modules de formation professionnelle à destination des acteurs de la diffusion du français dans le monde
7	Accompagnement à la conception de ressources pédagogiques

Catégorie 1 — Réforme curriculaire et ingénierie pédagogique

Cette catégorie concerne les expertises liées à la transformation des contenus et méthodes d'enseignement. Les missions incluent notamment :

- Analyse, élaboration ou révision de curricula ;
- Intégration de compétences transversales (STEAM, compétences du 21^e siècle, éducation au développement durable, etc.) ;
- Développement de référentiels d'apprentissage et de plans d'études ;
- Conception de séquences pédagogiques et de ressources didactiques ;
- Appui à l'enseignement bilingue ou en langue étrangère ;
- Animations d'ateliers de co-construction.

Catégorie 2 — Formation de formateurs, cadres pédagogiques et développement professionnel

Cette catégorie concerne les activités liées à la professionnalisation des acteurs éducatifs. Les expertises recherchées concernent :

- Conception et animation de dispositifs de formation initiale ou continue ;
- Ingénierie de formation pour formateurs, inspecteurs, cadres éducatifs ;
- Appui à la formation en didactique disciplinaire ou générale ;
- Développement de compétences en pédagogie active, différenciée ou inclusive ;
- Animations de formations, d'ateliers, de groupes de travail... ;
- Formation à distance et hybrides (FOAD, plateformes, outils numériques...).

Catégorie 3 — Gouvernance, pilotage et autonomie des établissements

Cette catégorie concerne l'expertise en gestion et transformation des systèmes éducatifs. Il couvre :

- Appui au pilotage stratégique des établissements et administrations éducatives ;
- Développement de l'autonomie pédagogique, administrative et financière ;
- Renforcement des capacités des responsables d'établissements et des cadres intermédiaires ;
- Accompagnement à la mise en place de politiques éducatives territoriales.

Catégorie 4 — Évaluation, assurance qualité et politiques publiques

Cette catégorie concerne le suivi et à l'amélioration des performances des systèmes éducatifs. Il inclut :

- Évaluation de politiques éducatives ou de programmes de coopération ;
- Conception d'outils et de dispositifs d'évaluation des apprentissages, des enseignants ou des établissements ;
- Évaluation des unités d'enseignement ;
- Mise en place de référentiels qualité et d'indicateurs de performance ;
- Réalisation d'études d'impact, audits pédagogiques ou institutionnels.

Catégorie 5 — Éducation, employabilité et formation professionnelle

Cette catégorie concerne l'articulation entre systèmes éducatifs et marché du travail, en particulier dans les domaines de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP). Il comprend :

- Diagnostic et adaptation de l'offre de formation professionnelle aux besoins économiques ;
- Appui à la transition formation – insertion ;
- Développement de l'approche par compétences (APC) ;
- Création de partenariats école-entreprise et dispositifs d'alternance ;
- Veille technologique en lien avec des filières ou disciplines spécifiques ;
- Conception et développement d'outils de validation des compétences dans une logique de formation tout au long de la vie ;

- Conception et développement de cadre référentiel pour la validation des acquis de l'expériences ;
- Évaluation des compétences transversales et de l'employabilité.

Catégorie 6 - Conception et/ou animation de modules de formation professionnelle à destination des acteurs de la diffusion du français dans le monde

La présente catégorie a pour objet la sélection de prestataires experts en ingénierie pédagogique, spécialisés dans l'enseignement du et en français (FLE/DNL) pour l'animation et/ou la conception de modules de formation professionnelle à destination des acteurs de la diffusion du français dans le monde. Le travail du ou des prestataires retenu(s) sera encadré par un chef de projets du département langue française de France Éducation international. Il comprend notamment :

- L'ingénierie pédagogique ;
- L'ingénierie de formation pour formateurs et cadres éducatifs ;
- La conception et l'animation de formations en présence ;
- La conception et l'animation de formations à distance, synchrone (classe virtuelle) ;
- La conception et l'animation de formations à distance, asynchrone (tutorat).
- La production de rapports et livrables.

Catégorie 7 - Accompagnement à la conception de ressources pédagogiques

La présente catégorie a pour objet la sélection de prestataires experts en ingénierie pédagogique, spécialisés dans l'enseignement du et en français (FLE/DNL), pour la conception, la production, la relecture et l'optimisation de ressources pédagogiques destinées à différents publics dans des contextes variés. Le travail du ou des prestataires retenu(s) sera encadré par un chef de projets du département langue française de France Éducation international. Il comprend notamment :

- La conception d'outils de référence pour la conception ou l'adaptation de ressources pédagogiques (progression, cahier des charges éditorial, charte graphique, typologie d'activités, guide du rédacteur...)
- L'accompagnement pour la conception et pour l'adaptation de ressources
- La relecture technico-pédagogique
- La production de rapports et livrables.

II.5. Description des prestations attendues

Selon la nature des missions, plusieurs types de prestations pourront être confiés, seuls ou combinés dans une même intervention.

II.5.1. Pour le département de coopération en éducation (DCE)

Pour l'ensemble des catégories :

Appui stratégique et technique

Les experts pourront être amenés à réaliser des diagnostics approfondis, à analyser les besoins des systèmes éducatifs, ou encore à contribuer à la définition de stratégies d'intervention. Ils/elles pourront également élaborer des notes de cadrage, participer à la planification de réformes ou formuler des recommandations stratégiques auprès des autorités éducatives. Dans certains cas, une dimension comparative pourra être intégrée, notamment en matière de politiques publiques, de cadres réglementaires ou d'organisation des systèmes.

Conception d'outils pédagogiques, didactiques et méthodologiques

Une part importante des prestations consistera à concevoir, adapter ou réviser des outils et référentiels. Cela pourra inclure l'élaboration de curricula, la production de référentiels de compétences, la structuration de plans d'étude ou la création de ressources pédagogiques destinées aux enseignants et aux apprenants. Les experts pourront également être mobilisés

pour concevoir des modules de formation, des guides méthodologiques ou pédagogiques, ou des dispositifs d'évaluation (outils, protocoles, indicateurs), en fonction des besoins identifiés.

Animation de formations et d'ateliers

Dans le cadre de la professionnalisation des acteurs éducatifs, les experts pourront être sollicités pour concevoir et animer des sessions de formation, en présentiel ou à distance, à destination de publics variés : enseignants, formateurs, cadres intermédiaires, inspecteurs, personnels de direction, etc. Ils/elles pourront également intervenir dans des ateliers de co-construction ou des groupes de travail pluridisciplinaires, dans une logique participative et collaborative. Une attention particulière sera portée à la contextualisation des contenus et à l'adaptation aux profils des participants.

Accompagnement à la mise en œuvre et transfert de compétences

Certaines missions relèveront d'un accompagnement plus opérationnel auprès des bénéficiaires. Cela pourra prendre la forme d'un appui-conseil à la mise en œuvre de réformes, d'un accompagnement à la conduite du changement, ou d'un encadrement d'équipes locales dans le cadre de dispositifs pilotes. Les experts pourront également intervenir dans des dispositifs de jumelage ou de coopération entre institutions, en tant que référents thématiques ou mentors.

II.5.2. Pour le département langue française (DLF)

➤ Catégorie 6 “Conception et/ou animation de modules de formation professionnelle à destination des acteurs de la diffusion du français dans le monde”

Modalités des formations conçues et dispensées

Les modules en présence

Un module en présence comprend un minimum de 6 participants et un maximum de participants qui peut être variable selon l'objet de la formation et les espaces de formation alloués (maximum 25 participants). Les modules en présence se déroulent généralement sur 1 à 2 semaines selon leur volume horaire, majoritairement 15 ou 30 heures chacun. Le programme de formation est adapté selon les besoins des bénéficiaires et les attentes du commanditaire.

Les modules à distance en classe virtuelle

Ces modules comptent généralement un minimum de 6 participants. Ces modules se déroulent généralement sur 1 à 2 semaines selon leur volume horaire, majoritairement 15 ou 30 heures chacun. Le programme de formation est adapté selon les besoins des bénéficiaires et les attentes du commanditaire. La classe virtuelle induit un calibrage très précis des documents et activités proposés.

Les modules tutorés asynchrones

Ces modules comptent un minimum de 6 participants. Les modules tutorés sont proposés selon un calendrier semi-intensif et s'adressent aux participants disposant d'une connexion Internet limitée et/ou désirant se former en étant accompagné par un tuteur. Le déroulement de ces modules est variable ainsi les dates de clôture diffèrent en fonction du parcours sélectionné. Les modules tutorés sont de durée variable (10h, 15h, ou 30h). Le nombre d'heures de tutorat varie en fonction de la durée totale du parcours tutoré (entre 2 et 6 heures). Les parcours tutorés, ainsi que leurs contenus et supports, sont disponibles en ligne.

Les modules hors connexion asynchrones

Ces modules s'adressent aux participants disposant d'une connexion internet limitée et/ou se sentant en « insécurité numérique » et/ou désirant se former de manière autonome. Les participants sont en totale autonomie pour organiser leur travail. Les activités réalisées sont à transmettre par courriel avant une date déterminée pour obtenir le certificat de participation. Les

modules hors connexion sont constitués de 5 modules de 3 heures (15h). Chaque module correspond à un objectif pédagogique général qui se décline en 3 objectifs opérationnels.

Les domaines et profils des participants aux formations

Les formations sont construites autour de quatre domaines : enseignement, formation de formateurs, pilotage et développement personnel.

Les modules d'enseignement peuvent s'adresser :

- aux enseignants-formateurs en français ;
- aux enseignants-formateurs de français ou de langue étrangère ;
- aux enseignants-formateurs de ou en français ;
- aux enseignants-formateurs, personnels de coordination et formateurs de formateurs ;
- aux enseignants-formateurs d'une DNL spécifique en français.

Les modules de formation de formateurs peuvent s'adresser :

- aux formateurs de formateurs ;
- aux enseignants-formateurs, personnels de coordination et formateurs de formateurs.

Les modules de pilotage peuvent s'adresser :

- aux responsables et chargés de mission pédagogique, directeurs des cours, attachés de coopération, formateurs de formateurs ;
- aux enseignants-formateurs, aux formateurs de formateurs, aux personnels de direction, aux personnels de coordination et aux attachés de coopération.

Les modules de développement personnel s'adressent à tous les publics.

Les publics d'enseignement des participants aux formations

Les participants aux formations dispensées par FEI peuvent intervenir auprès de différents publics d'enseignement :

- enfants uniquement ;
- enfants et jeunes adolescents ;
- adolescents uniquement ;
- adolescents ou adultes ;
- adultes uniquement ;
- étudiants uniquement ;
- tout type de public.

Les paliers

Les modules de formation sont destinés à des personnes en reconversion professionnelle ou débutant dans le métier mais aussi à des professionnels expérimentés. Afin que les futurs participants puissent choisir des modules adaptés à leur formation et/ou expérience professionnelle, chaque module de formation se voit attribuer un palier : technicien, pilote, auditeur ou ingénieur. Les 4 paliers correspondent aux grandes missions que l'enseignant de français peut être amené à assurer dans l'exercice de sa profession. L'échelle globale établie est issue du référentiel [« métier : enseignant de français »](#). Pour certains modules, notamment dans le domaine du développement personnel, le palier est noté « non pertinent ».

Exemples de thématiques traitées

- Enseignement pour publics spécifiques
- Méthodologie et didactique générale du FLE et des DNL
- Dynamique de groupe & gestion de classe
- Ressources artistiques et culturelles et créativité
- Intégration des outils numériques
- Évaluation
- Développement professionnel et personnel

- Gestion d'établissement
- Ingénierie

➤ **Catégorie 7 “Accompagnement à la conception de ressources pédagogiques”**

La présente catégorie vise à renforcer l'expertise pédagogique et didactique interne dans le cadre des projets gérés par le département langue française. Les experts mobilisés veilleront à :

- Assurer la cohérence méthodologique des productions ;
- Garantir la qualité technique et pédagogique des contenus ;
- Soutenir les équipes éducatives et pédagogiques locales dans la création de ressources contextualisées.

Conception et adaptation de ressources

- Accompagnement à l'élaboration de curricula, progressions pédagogiques, vademécum ;
- Accompagnement à l'élaboration de manuels scolaires, fiches pédagogiques, guides de l'enseignant, livrets thématiques ;
- Création de parcours d'apprentissage modulaires (en présence, à distance, hybride) ;
- Contextualisation des contenus pour répondre aux réalités linguistiques, culturelles, curriculaires des pays partenaires ;
- Développement de contenus numériques (scénarios pédagogiques interactifs, capsules vidéo, ressources pour plateformes LMS).

Accompagnement à la conception

- Appui-conseil aux équipes locales pour la planification, la structuration et l'organisation des contenus ;
- Animation d'ateliers de co-conception ou de formations pédagogiques et techniques ;
- Recommandations méthodologiques pour le développement de compétences pédagogiques et didactiques.

Relecture technico-pédagogique

- Analyse critique et constructive de ressources produites ;
- Vérification de la conformité avec les objectifs pédagogiques, la progression didactique et l'adéquation aux documents cadre locaux (instructions officielles, curricula, etc.) ;
- Harmonisation des supports (terminologie, structure, consignes, cohérence interne).

Production de rapports et livrables

- Rendus intermédiaires et finaux (versions annotées, fiches de commentaires, bilans d'accompagnement) ;
- Documentation technique et pédagogique des projets.

Les ressources peuvent être destinées :

- à l'enseignement du français comme langue étrangère ou seconde (FLE/FLS) ;
- à l'enseignement du français sur objectifs universitaires (FOU) ;
- à l'enseignement du français sur objectifs spécifiques (FOS) ;
- à l'enseignement d'autres disciplines en français (DNL).

Les ressources peuvent s'adresser à des publics :

- scolaires (enfants/adolescents) ;
- universitaires (étudiants) ;
- autres (adultes, professionnels, etc.).

Exemples de livrables attendus :

- curricula, progression

- unités didactiques ;
- fichiers d'activités ;
- fiches pédagogiques ;
- manuels scolaires complets ;
- guides de l'enseignant ;
- supports d'animation d'atelier de co-conception de ressources pédagogiques ;
- guides de bonnes pratiques ;
- ressources prêtes à l'usage (version éditable + version imprimable) ;
- rapports de mission ou de relecture ;
- grilles d'analyse, recommandations, etc.

Chaque livrable doit être validé selon les modalités prévues au contrat du projet dans lequel il s'inscrit.

II.6. Lieu d'exécution

Les experts peuvent intervenir dans des contextes variés, selon des modalités combinant :

- Missions sur le terrain (dans les pays partenaires), en appui direct aux bénéficiaires et en collaboration avec les équipes projet de FEI ;
- Travail à distance, en autonomie ou en collaboration avec d'autres experts ou membres des départements de FEI, notamment pour la rédaction de livrables ;
- Travail en présence à France Éducation international (Sèvres ou autres lieux définis), par exemple dans le cadre de formations, séminaires, ateliers ou temps de coordination projet.

II.7. Modalités d'intervention

L'expert :

- Participe à des réunions de cadrage et de suivi (en ligne ou en présence) ;
- Respecte les plannings fixés ;
- Assure un travail en étroite coordination avec les chefs de projets du département langue française de France Éducation international et les équipes locales.

II.8. Profils et compétences recherchés

Les profils recherchés présentent une diversité d'expériences, de parcours professionnels et de spécialisations, mais partagent un socle commun de compétences pédagogiques, techniques, rédactionnelles et relationnelles.

Les compétences listées ci-dessous sont essentielles pour l'ensemble des experts. Elles garantissent un socle commun de qualité, de posture professionnelle et d'adaptabilité, quelles que soient les missions confiées.

Ce descriptif a pour vocation de guider les candidats dans le choix du ou des catégories pour lesquels ils/elles souhaitent postuler, et à assurer une adéquation entre leurs compétences et les besoins du DCE et du DLF.

II.8.1. Pour le département de coopération en éducation (DCE)

➤ Compétences générales attendues

Compétences pédagogiques et didactiques

Les expert (es) devront justifier d'une solide maîtrise des enjeux éducatifs contemporains et des principes fondamentaux de la pédagogie, de la didactique des disciplines ou de la formation des

adultes. Une expérience confirmée en ingénierie pédagogique ou en développement de ressources éducatives est particulièrement recherchée. La capacité à concevoir des formations contextualisées, adaptées aux besoins des publics visés (enseignants, formateurs, cadres éducatifs), est un atout essentiel.

Compétences linguistiques et rédactionnelles

Une excellente maîtrise du français à l'écrit comme à l'oral est indispensable, notamment pour la rédaction de livrables à destination d'un public institutionnel. La capacité à structurer des analyses, à synthétiser des contenus complexes et à produire des documents opérationnels constitue un critère déterminant. La maîtrise d'autres langues (notamment l'anglais, l'espagnol ou l'arabe) pourra être un atout selon les zones géographiques d'intervention.

Compétences en ingénierie de projet et en conseil

Une bonne compréhension des mécanismes de mise en œuvre des projets de coopération internationale est attendue. Les experts devront être capables d'intervenir à différents niveaux d'un projet : analyse de besoins, élaboration de référentiels, production de livrables, accompagnement à la mise en œuvre, évaluation d'impact. Une capacité à proposer des méthodologies claires, à animer des processus de co-construction et à s'inscrire dans une logique de transfert de compétences sera particulièrement valorisée.

Compétences en évaluation et qualité

Pour certaines missions, une expertise spécifique en évaluation des politiques éducatives, en suivi-évaluation de projets ou en assurance qualité pourra être requise. Les candidats devront alors faire preuve d'une connaissance des cadres méthodologiques d'évaluation (quantitative, qualitative, participative), ainsi que d'une capacité à concevoir des outils adaptés aux contextes et aux objectifs visés.

Compétences numériques et collaboratives

Une très bonne familiarité avec les outils numériques est attendue, en particulier pour la conduite de missions à distance, l'animation de sessions de formation en ligne ou la production de contenus numériques. La capacité à travailler en mode collaboratif, à distance, avec des interlocuteurs multiples et dans des délais parfois contraints est également essentielle.

Parcours et expérience professionnelle

Les experts devront justifier d'une expérience significative dans le domaine de l'éducation, de la formation ou du pilotage des politiques éducatives. Une expérience dans des contextes de coopération internationale, notamment dans des pays en développement ou en transition, sera fortement appréciée. Les profils issus d'institutions éducatives, de cabinets spécialisés, d'agences de coopération ou d'organisations internationales sont également bienvenus.

Qualités personnelles

Au-delà des compétences techniques, les experts devront faire preuve d'un sens aigu de l'adaptation, d'un esprit d'analyse, d'une rigueur professionnelle et d'une réelle capacité à travailler dans des environnements interculturels. Autonomie, réactivité, curiosité intellectuelle et aptitude à coopérer en équipe sont des qualités indispensables pour mener à bien les missions confiées. Une posture irréprochable dans un environnement interculturel est également obligatoire.

➤ Compétences spécifiques attendues et profils recherchés

Catégorie 1 — Réforme curriculaire et ingénierie pédagogique

Domaines d'expertise attendus :

Conception, révision ou adaptation de curricula et référentiels de formation ;
Expertise disciplinaire pédagogique et didactique liée à une ou plusieurs disciplines ;
Intégration des compétences transversales (STEAM, éducation au développement durable, etc.)
Conception de séquences pédagogiques et de supports d'apprentissage (supports physique et numérique) ;
Approche par compétences et progressions pédagogiques.

Profils indicatifs :

Spécialistes en ingénierie curriculaire ;
 Didacticien (nes) des disciplines ;
 Méthodologue ;
 Responsables de programmes éducatifs ;
 Formateurs de formateurs expérimentés.

Compétences spécifiques :

Maîtrise des cadres de référence (CECR, compétences du XXI^e siècle, référentiels régionaux) ;
 Capacité à harmoniser des contenus pédagogiques dans des contextes multilingues.

Catégorie 2 — Formation de formateurs et développement professionnel**Domaines d'expertise attendus :**

Ingénierie de formation initiale et continue ;
 Formation des enseignants, formateurs, inspecteurs et cadres ;
 Accompagnement de dispositifs hybrides et à distance (FOAD) ;
 Transfert de compétences, tutorat, mentorat.

Profils indicatifs :

Formateurs de formateurs ;
 Cadres pédagogiques / inspecteurs ;
 Responsables de dispositifs de formation.

Compétences spécifiques :

Expérience avérée en animation de formations pour adultes ;
 Maîtrise des outils numériques de formation (Moodle, Teams, Zoom, etc.).

Catégorie 3 — Gouvernance, pilotage et autonomie des établissements**Domaines d'expertise attendus :**

- Organisation et pilotage stratégique d'établissements scolaires ou universitaires ;
- Développement de l'autonomie des établissements ;
- Gestion des ressources humaines et financières ;
- Planification éducative décentralisée.

Profils indicatifs :

- Responsables d'établissement ;
- Experts en gouvernance éducative ;
- Cadres administratifs du secteur éducatif.

Compétences spécifiques :

- Connaissance des mécanismes de décentralisation ;
- Expérience dans l'appui institutionnel et le conseil de haut niveau.

Catégorie 4 — Évaluation, assurance qualité et politiques publiques**Domaines d'expertise attendus :**

- Évaluation des politiques et réformes éducatives ;
- Mise en place de dispositifs d'assurance qualité (EFTP, enseignement supérieur, etc.) ;
- Conception d'outils d'évaluation (compétences, dispositifs, établissements) ;
- Méthodologies quantitatives et qualitatives.

Profils indicatifs :

- Experts en évaluation des systèmes éducatifs ;
- Statisticiens de l'éducation ;
- Spécialistes en qualité et accréditation.

Compétences spécifiques :

- Maîtrise des approches participatives et comparatives ;
- Capacité à rédiger des rapports de haut niveau destinés à la décision politique.

Catégorie 5 — Éducation, employabilité et formation professionnelle

Domaines d'expertise attendus :

- Réforme de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) ;
- Analyse de l'adéquation formation-emploi ;
- Développement de l'approche par compétences (APC) ;
- Modalités d'évaluation des apprentissages adaptés à l'EFTP ;
- Processus de création de diplômes et certifications ;
- Expertise disciplinaire dans l'une au moins des filières de l'EFTP (ex. BTP, hôtellerie, logistique, maintenance, ...) ;
- Création de passerelles entre école et entreprise, entrepreneuriat éducatif.

Profils indicatifs :

- Spécialistes EFTP ;
- Ingénieurs de formation ;
- Directeur/directrice délégué(e) aux formations technologiques et professionnelles ;
- Inspecteurs, inspectrices ;
- Conseillers emploi/formation ;
- Responsables de dispositifs d'alternance ou d'insertion.

Compétences spécifiques :

- Expérience en articulation formation/marché du travail ;
- Connaissance des outils d'analyse sectorielle, des référentiels

II.8.2. Pour le département langue française (DLF)

➤ Compétences générales attendues

Compétences pédagogiques et didactiques

Les expert (es) devront justifier d'une solide maîtrise des enjeux éducatifs contemporains et des principes fondamentaux de la pédagogie, de la didactique des disciplines ou de la formation des adultes. Une expérience confirmée en ingénierie pédagogique ou en développement de ressources éducatives est particulièrement recherchée. La capacité à concevoir des formations contextualisées, adaptées aux besoins des publics visés (enseignants, formateurs, cadres éducatifs), est un atout essentiel.

Une maîtrise des fondamentaux en didactique du FLE (CECR et son volume complémentaire, cadre cohérent de l'unité didactique, évaluation positive) est requise ainsi qu'une maîtrise du référentiel « [métier : enseignant de français](#) » afin que le formateur puisse travailler chaque module de formation en fonction du profil du public cible (palier défini) ;

Compétences linguistiques et rédactionnelles

Une excellente maîtrise du français à l'écrit comme à l'oral est indispensable, notamment pour la rédaction de livrables à destination d'un public institutionnel. La capacité à structurer des analyses, à synthétiser des contenus complexes et à produire des documents opérationnels constitue un critère déterminant. La maîtrise d'autres langues (notamment l'espagnol, l'arabe ou l'anglais) pourra être un atout selon les zones géographiques d'intervention.

Compétences en ingénierie de projet et en conseil

Une bonne compréhension des mécanismes de mise en œuvre des projets de coopération internationale est attendue. Les expert (es) devront être capables d'intervenir à différents niveaux d'un projet : analyse de besoins, élaboration de référentiels, production de livrables, accompagnement à la mise en œuvre, évaluation d'impact. Une capacité à proposer des méthodologies claires, à animer des processus de co-construction et à s'inscrire dans une logique de transfert de compétences sera particulièrement valorisée.

Compétences en évaluation et qualité

Les prestations feront l'objet d'un suivi régulier par le chef de projet référent et d'une validation en plusieurs étapes (ébauche, version intermédiaire, livrable final) et/ou d'une évaluation qualitative sur la base de grilles d'analyse (cohérence, clarté, valeur ajoutée pédagogique, applicabilité sur le terrain, etc.).

Compétences numériques et collaboratives

Une excellente maîtrise du pack Office est indispensable pour la conception des livrables (supports de formation, ressources pédagogiques...).

Une très bonne familiarité avec les outils numériques est attendue, en particulier pour la conduite de missions à distance, l'animation de sessions de formation en ligne, la production de contenus numériques (exemples : Moodle, H5P, Articulate, Wooclap) et la réalisation de livrables. La capacité à travailler en mode collaboratif, à distance, avec des interlocuteurs multiples est également essentielle (exemples : Padlet, Zoom, Microsoft Teams, etc.). La maîtrise des outils de création multimédia et de présentation (Canva, Powtoon) sera fortement appréciée.

Parcours et expérience professionnelle

Les experts devront justifier d'une expérience significative dans le domaine de l'éducation, de la formation ou du pilotage des politiques éducatives. Une solide expérience dans le domaine du FLE acquise en France ou à l'étranger, idéalement dans un établissement du réseau culturel français (Institut français, Alliance française, centre culturel français, Etablissement Label FrancEducation) sera fortement appréciée.

Qualités personnelles

Au-delà des compétences techniques, les experts devront faire preuve d'un sens aigu de l'adaptation, d'un esprit d'analyse, d'une rigueur professionnelle et d'une réelle capacité à travailler dans des environnements interculturels. Autonomie, réactivité, curiosité intellectuelle et aptitude à coopérer en équipe sont des qualités indispensables pour mener à bien les missions confiées. Une grande capacité à se décentrer est attendue et indispensable pour être en mesure de contextualiser les formations, les outils pédagogiques et autres livrables. Une posture irréprochable dans un environnement interculturel est également obligatoire.

➤ Compétences spécifiques attendues et profils recherchés

Catégorie 6 — Conception et/ou animation de modules de formation professionnelle à destination des acteurs de la diffusion du français dans le monde

Domaines d'expertise attendus :

- Conception de formation (présence, distance, tutorat, hors connexion) auprès d'acteurs de la diffusion du français dans le monde ;
- Animation de formation (présence, distance, tutorat) auprès d'acteurs de la diffusion du français dans le monde ;

Profils indicatifs :

- Formateurs de FLE/FLS/FLSco spécialisés en formation de formateurs ;
- Cadres éducatifs

Compétences spécifiques :

- Excellente maîtrise du domaine de spécialité ;
- Pour certains dispositifs de formation à distance nécessitant du tutorat, une habilitation spécifique pourra être demandée.

Catégorie 7 — Accompagnement à la conception de ressources pédagogiques

Domaines d'expertise attendus :

- Conception de ressources pédagogiques variées à destination de différents contextes d'enseignement-apprentissage ;
- Animation d'ateliers de co-conception de ressources pédagogiques ;
- Didactisation de documents authentiques pour publics spécifiques ;

- Création de supports et d'activités pédagogiques ;
- Création et expérimentation d'outils et de techniques au service de l'innovation pédagogique adapté à un contexte spécifique ;
- Relecture, réécriture sous contraintes, calibrage, publication de contenus ;

Profils indicatifs :

- Formateurs de FLE/FLS/FLSco spécialisés en formation de formateurs ;
- Auteur de manuels pédagogiques en FLE ;
- Cadres éducatifs.

Compétences technico-pédagogiques spécifiques :

- Maîtrise des fondamentaux en didactique du FLE et déclinaisons ou des DNL ;
- Conformité aux instructions officielles, curricula, méthodes d'enseignement-apprentissage transmises.
- Excellente maîtrise du(des) domaine(s) de spécialité.

Compétences éditoriales spécifiques

- Connaissance des règles grammaticales, orthographiques, syntaxiques, phonologiques, typographiques, des normes bibliographiques ;
- Connaissances juridiques (droits d'auteur, droit à l'image et de la propriété intellectuelle, etc.).
- Conformité aux lignes éditoriales, pédagogiques et graphiques transmises.

Compétences numériques spécifiques

- Utilisation de formats bureautiques standards (.docx, .pptx, .xlsx, etc.) et, si besoin, de formats spécifiques à l'édition ou à la diffusion numérique (.html, SCORM, etc.).
- Maîtrise des logiciels de traitement de l'image et du son ;
- Maîtrise des logiciels d'édition.

II.9. Modifications éventuelles du système d'acquisition dynamique

Tout changement doit impérativement être approuvé expressément des deux parties avant d'être applicable. Le système d'acquisition dynamique ainsi que les marchés spécifiques qui en découlent peuvent être réexaminés par voie d'acte de modification dans les cas suivants :

- ajout de prestations nouvelles nécessaires liées à l'objet du système d'acquisition dynamique ;
- d'autres modifications des clauses du système d'acquisition dynamique et des marchés spécifiques qui en découlent.

II.10. Documents contractuels régissant le système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est constitué des éléments énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- 1°) le présent cahier des clauses particulières et son annexe ;
- 2°) l'ensemble des documents relatifs aux marchés spécifiques à savoir l'Acte d'Engagement et ses annexes ;
- 3°) le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles ou le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes éventuelles pour les marchés spécifiques ;
- 4°) l'offre technique du titulaire et les fiches techniques associés.

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi. Toute modification non substantielle à ces documents peut faire l'objet d'un avenant, signé des deux parties.

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG/PI) passés au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 11 du présent CCP.

II.11. Obligations des candidats au SAD

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par les départements concernés de FEI.

Le candidat admis au SAD s'engage à informer sans délai FEI de tout changement concernant le fonctionnement de l'entreprise en application de l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

Conformément à l'article R.2162-47 du CCP, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, FEI peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, et ce dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Le délai débute à compter du lendemain de la date d'envoi du courrier de demande d'actualisation.

Le courrier est adressé au candidat via le profil d'acheteur PLACE.

Si à l'issue de la procédure de réactualisation, FEI constate que le titulaire ne dispose plus des capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes, FEI adresse à ce dernier via PLACE un courrier de mise en demeure pour exclusion du SAD. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour transmettre ses observations. Ce délai court à compter de la date d'envoi de la mise en demeure.

A l'issue de ce délai, si FEI constate que le candidat n'a toujours pas les capacités financières, techniques et professionnelle telles que mentionnées dans le Règlement de la Consultation du SAD, FEI notifie via PLACE au Titulaire une décision d'exclusion du SAD.

II.12. Litiges et différends

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. A défaut d'accord, il est recherché la solution juridictionnelle. Les litiges éventuels sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cergy Pontoise (95).

II.13. Résiliation du système d'acquisition dynamique

Le présent SAD peut être résilié dans les conditions prévues au « Chapitre VII Résiliation » du CCAG-PI.

II.14. Confidentialité

Le titulaire considère comme strictement confidentiels tout document, toute information ayant trait aux pratiques de FEI, aux services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou toute donnée dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Réciproquement, FEI s'engage à la confidentialité du prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente. Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés comme de lui-même. Le titulaire est tenu de respecter cette confidentialité conformément à l'article 5.1 du CCAG/PI sous peine de sanctions.

II.15. Protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-PI s'appliquent.

III. PARTIE II MARCHÉS SPÉCIFIQUES

III.1. Forme des marchés spécifiques

Dans le cadre du système d'acquisition dynamique, des marchés spécifiques sont conclus pour la réalisation de prestations intellectuelles au profit du Département coopération en éducation et du Département Langue française avec un ou plusieurs opérateur(s) économique(s) par marché spécifique.

Lors de la survenance d'un besoin, une procédure de remise en concurrence des opérateurs économiques admis dans le système est organisée conformément aux dispositions des articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique.

Les marchés spécifiques passés au titre du SAD sont soit des accords-cadres mono-attributaire ou multi-attributaires exécutés par l'émission de bons de commande ou de marchés subséquents. Ils sont conclus sans minimum et avec montant maximum déterminé pour chaque marché spécifique. Soit des marchés ordinaires.

Ils suivent les dispositions détaillées aux articles L 2125-1- 4° et R 2162-37 à 51 du Code de la commande publique fixant les règles applicables aux marchés publics passés en système d'acquisition dynamique, par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L 1211-1 du Code de la commande publique.

Le marché spécifique prend effet à compter de sa notification pour une durée à préciser au cas par cas dans le marché.

Les marchés spécifiques sur chacune des catégories sont susceptibles d'être lancés dès la notification du pré référencement des candidats.

III.2. Prix

Les prix des marchés spécifiques sont détaillés en annexe de l'Acte d'Engagement, et sont établis pour l'ensemble des prestations qui y sont mentionnées. Le prix inclut notamment :

- l'ensemble des exigences décrites dans chaque marché spécifique ;
- l'ensemble des dépenses et frais nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales, d'assurance ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les personnels nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que toutes les indemnités liées aux conditions de travail.

Les prix des marchés spécifiques sont exprimés en euros (€) hors taxes (HT), ils sont mixtes et fermes pour l'ensemble des prestations.

III.3. Modalités d'exécution des marchés spécifiques

Le suivi de l'exécution du marché relève du Département coopération en éducation et du Département langue française.

Les livrables, les prestations, la comitologie et l'ensemble des modalités techniques attendus sont définis dans les documents contractuels afférents à chaque marché spécifique.

Le titulaire de chaque marché spécifique est tenu de respecter le calendrier contractuel défini conjointement avec le pouvoir adjudicateur. En cas de modification de ce planning, le titulaire du marché spécifique est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur et de justifier les causes de cet ajustement. Il ne peut être tenu responsable en cas de retard ou d'empêchement(s) à l'exécution des prestations du fait d'un cas de force majeure ; ou d'une situation dont le pouvoir adjudicateur

est responsable. En cas d'un retard qui serait dû aux torts et aux manquements du titulaire, des pénalités prévues au présent document sont applicables.

III.4. Éléments remis aux candidats lors de l'envoi de l'invitation à soumissionner

L'acheteur invite simultanément tous les candidats admis pour la catégorie correspondant au marché spécifique concerné.

L'invitation comprend au minimum :

- 1°) Les références de l'avis d'appel à la concurrence du SAD publié ;
- 2°) La date limite de réception des offres, l'adresse à laquelle les offres doivent être remises ;
- 3°) La durée du marché spécifique ;
- 4°) La liste des documents à fournir :
 - Mémoire technique succinct (sur la base d'un modèle court et simple à renseigner) ;
 - Annexe prix ;
 - Bordereau de prix unitaires ;
- 5°) La pondération des critères d'attribution du marché spécifique ;
- 6°) L'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation sont mis à disposition des candidats.
- 7° Le délai de validité de l'offre

L'invitation précise également la date et l'heure limites de remise des offres. Le délai de remise des offres pour un marché spécifique est au minimum de 10 jours à compter de l'envoi de l'invitation à soumissionner. Ce délai peut être fixé à 6 jours pour certains marchés.

III.5 Organisation de la mise en concurrence

Modalités de choix de l'offre

Les marchés spécifiques sont passés avec le ou les opérateur (s) préalablement sélectionné (s) dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse.

L'attribution des marchés spécifiques est basée sur les critères d'attribution suivant :

Critères	Fourchette de pondération
Prix	20 à 40%
Valeur technique	60 à 80%

Les critères d'attribution des marchés spécifiques sont précisés dans l'invitation à concourir du marché spécifique considéré.

III.6. Évaluation des prestations

III.6.1. Suivi des missions

Chaque mission confiée à un expert fera l'objet d'un suivi individualisé par le ou la chef (fe) de projet référent du département concerné. Ce suivi vise à garantir la bonne réalisation des activités prévues, la qualité des livrables remis et la cohérence des interventions avec les objectifs du projet concerné.

Le suivi pourra inclure :

- Des réunions de cadrage et de validation intermédiaire ;
- Des points d'étape réguliers (en présentiel ou à distance) ;
- Un accompagnement méthodologique ou organisationnel si nécessaire.

III.6.2. Critères d'évaluation des prestations

L'évaluation des prestations des expert (es) repose sur plusieurs critères, définis au regard des spécificités de chaque mission, notamment :

- Qualité technique des analyses, des contenus produits et des livrables ;
- Pertinence et contextualisation des apports proposés ;
- Respect des échéances, des formats et des exigences contractuelles ;
- Capacité à collaborer avec les parties prenantes (partenaires locaux, équipes projet, autres expert (es)) ;
- Posture professionnelle, incluant la rigueur, l'adaptabilité, la réactivité et le respect du cadre éthique.

III.6.3. Modalités de retour d'expérience

À l'issue de chaque mission, un bilan qualitatif pourra être établi entre l'expert et l'équipe projet, à travers :

- Une autoévaluation de l'expert (formulaire ou entretien) ;
- Une évaluation de la mission par le chef de projet ;
- Un retour des partenaires bénéficiaires, si pertinent.

Les éléments recueillis pourront contribuer à alimenter les processus d'amélioration continue des interventions du DCE, à ajuster les futures missions de l'expert ou à évaluer les conditions de renouvellement de son inscription au vivier.

III.7. Exclusion d'un candidat admis

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en ait été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dès réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat :

- dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur,
- dont les prestations se révéleraient insuffisantes ou incompatibles avec les exigences de qualité et de professionnalisme attendues. Cette décision pourra être motivée par une évaluation négative répétée, un manquement contractuel ou un comportement inapproprié, dans le respect des principes de transparence et de dialogue.

III.8. Sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire d'un marché spécifique, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations prévues au marché, doit préalablement demander à FEI d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC41, dûment complété et signé par le candidat ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous-traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à FEI d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement (dossier incomplet, etc.), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par FEI, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire informera FEI en cas de défaillance d'un sous-traitant.

III.9. Résiliation

Tout marché spécifique peut être résilié dans les hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-PI. En cas de résiliation par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 36 et au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-PI, à aucune indemnité.